

20 septembre 2006 – Nairobi - Kenya

Africités 4

Les mécanismes de financements solidaires pour mieux répondre aux attentes et besoins des collectivités locales africaines dans le domaine de l'eau et de l'assainissement

CGLU-A/ pS-Eau / CME

RECOMMANDATIONS ADOPTEES

CONSTATS

Avec les Objectifs du Millénaire pour le Développement, la communauté internationale s'est engagée à réduire par la moitié d'ici 2015 le nombre de personnes sans accès à l'eau et à l'assainissement. L'objectif est ambitieux, et pour y tendre, il est reconnu que de considérables ressources financières sont nécessaires et doivent être utilisées avec efficience.

En particulier, deux besoins spécifiques ont été identifiés. D'une part, il est nécessaire d'augmenter la part des financements locaux, car c'est au niveau local que les besoins et la situation de la population sont les mieux appréhendés. D'autre part, il est fondamental de renforcer les capacités locales afin d'assurer une bonne gestion de la ressource en eau¹.

Les financements solidaires peuvent répondre à ces deux besoins. Les financements solidaires sont des mécanismes complémentaires à l'Aide Publique au Développement, décentralisés et non gouvernementaux. Actifs à travers le monde, ils s'appuient sur le principe de la solidarité entre usagers de l'eau et ont vocation à améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement aux plus démunis.

Cette session a examiné en quoi consistent les financements solidaires, quels sont leurs avantages, et comment de telles pratiques peuvent être développées en vue d'améliorer l'accès à l'eau et l'assainissement. Elle s'appuie sur une étude récente menée auprès des bénéficiaires du Sud de ces mécanismes.

¹ Cf. notamment le rapport du panel Camdessus Panel, *Financer l'eau pour tous*, et le premier rapport de la Task Force sur les financements *Financer l'eau pour tous, Renforcer l'accès aux financements pour les gouvernements locaux*.

RECOMMANDATIONS

Aux ministres

1. Faire de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous une priorité politique.
2. Assurer un transfert effectif des compétences et des ressources dans le secteur de l'eau et de l'assainissement.
3. Associer au transfert de compétences de l'État aux communes le transfert de ressources, financières et humaines (détachement de cadres techniques).
4. Reconnaître la complémentarité des actions de la coopération non-gouvernementale et décentralisée et particulièrement celles s'adressant aux collectivités locales.
5. Mener des politiques et stratégies nationales dans les domaines de l'eau potable et l'assainissement en collaboration avec les représentants des collectivités locales et des opérateurs de terrain (ONG, privés etc.) pour mettre en oeuvre cette complémentarité.
6. Communiquer régulièrement auprès des collectivités sur les stratégies nationales qui sont les cadres nécessaires dans lesquels pourront s'inscrire les politiques locales.
7. Donner la priorité au développement des mécanismes de financement locaux afin que les municipalités puissent assumer la mise en oeuvre des services d'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous.
8. Les municipalités (élus et services techniques) doivent pouvoir compter sur les services déconcentrés de l'État pour développer les compétences et le savoir faire nécessaires à la gestion locale des services.

Aux Maires

9. Les autorités et les collectivités locales doivent s'approprier les plans nationaux et élaborer les plans de développement locaux.
10. Ils doivent élaborer des stratégies municipales concertées pour qu'aucun des acteurs du secteur ne soit oublié, et que les populations participent dans toutes les phases de mise en oeuvre des services de base, et tout particulièrement lors de l'élaboration et de la définition des besoins.
11. Les élus ont le devoir de construire des initiatives locales générant des investissements locaux capables d'attirer les financeurs extérieurs.
12. La participation aux réseaux existants ou la création de réseaux de partenaires incluant des bailleurs de fond, des structures financières (banques et micro-crédit par exemple), et des acteurs privés locaux est à privilégier.

13. Ils doivent avoir comme objectif prioritaire au sein de ces réseaux de faire connaître la demande locale, la hiérarchiser et répondre aux besoins en matière d'investissement et de pérennisation des installations.

Aux Organisations régionales, notamment le Partenariat pour le Développement Municipal

14. Capitaliser les informations et connaissances existantes en matière de développement municipal pour ne pas rééditer inutilement des travaux et analyser l'impact des réalisations et diffuser les enseignements issus de l'expérience.
15. Connaître et diffuser les programmes nationaux et locaux de développement des services en lien avec les demandes des autorités locales.
16. Mettre en évidence les actions locales en capacité de mobiliser des fonds locaux et attirer des investissements extérieurs publics ou privés.
17. Renforcer ou créer des réseaux d'autorités locales aux niveaux départemental et régional et mettre en évidence au sein de ces réseaux les demandes et les besoins des municipalités.
18. Faire du lobbying auprès des bailleurs de fonds pour qu'ils considèrent les financements solidaires comme un outil majeur pour réaliser certains aspects des projets (renforcement des capacités, etc.).

Aux Partenaires au Développement

19. Appuyer les collectivités locales dans l'élaboration des plans de développement communaux.
20. Accroître la communication sur les financements solidaires auprès des autorités locales, des professionnels de l'eau, les partenaires locaux et du grand public.
21. Faire du lobbying pour qu'au minimum 20% de l'Aide Public au Développement aille directement aux collectivités locales pour le développement des services de base.
22. Mobiliser des réseaux de collectivités locales, d'ONG et du secteur privé pour faire connaître et soutenir les dispositifs de financements sous-souverains existants.
23. Encourager les bailleurs de fonds à développer des mécanismes de financements directement accessibles pour les collectivités locales à l'instar de la Facilité Eau mise en place par l'Union Européenne.